



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 205 – 8 JUILLET 2020

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

MISE A JOUR DE
LA
CLASSIFICATION
DES PAYS PAR
REVENUS PAR LA
BANQUE
MONDIALE

9 M EUR POUR UN
NOUVEAU PROJET
EUROPEEN DE
SELECTION VEGETALE
AU BURKINA, AU
NIGER ET AU SENEGAL

LE FMI ANTICIPE
UNE RECESSION DE
3,2% POUR
L'AFRIQUE SUB-
SAHARIENNE EN
2020

GUINEE-BISSAU :
PUBLICATION D'UN
RAPPORT DU FMI SUR
LA GOUVERNANCE ET
LA LUTTE ANTI-
CORRUPTION

SOUDAN :
POURSUITE DE LA
REDUCTION
PROGRESSIVE DU
REGIME DE
SUBVENTION

COTE D'IVOIRE : 9 M
EUR DE L'ALLEMAGNE
POUR FINANCER LA
PHASE 2 DU PROJET DE
PROMOTION DE
L'ECONOMIE AGRICOLE

COTE D'IVOIRE :
LANCMENT DES
TRAVAUX POUR 4
NOUVELLES UNITES DE
POTABILISATION DE
L'EAU AU NORD DU
PAYS

NIGER : ADOPTION
D'UNE NOUVELLE
SNDDA ET DE SON
PLAN D'ACTION
2020-2035

MAURITANIE :
SIGNATURE D'UN
ACCORD AVEC
L'AMERICAIN ION POUR
LE RETRAITEMENT ET LA
REINTERPRETATION DE
DONNEES SISMIQUES



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Un ralentissement de l'activité économique de la zone UEMOA au premier trimestre 2020

L'activité économique au sein de l'UEMOA a été affectée durant le 1^{er} trimestre par la propagation de la COVID-19 et les mesures de restrictions pour la limiter ainsi que par le ralentissement de l'économie mondiale. La croissance de la zone s'établit à 3,3% en g.a., contre 6% le trimestre précédent. La décélération de l'activité économique a surtout été marquée dans le secteur tertiaire, dont la contribution s'est établie à 1,8 pp, en repli de 1,8 pp par rapport au trimestre précédent. Les prévisions de la BCEAO tablent sur un taux de croissance économique de l'Union de 2,6% pour l'année 2020, contre une prévision initiale de 6,6%.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Sommet du G5 Sahel organisé le 30 juin à Nouakchott

Six mois après le Sommet de Pau, les chefs d'Etats du G5 Sahel se sont réunis le 30 juin à Nouakchott en présence du Président français Emmanuel Macron et du Premier ministre espagnol. Les Etats de la force conjointe se sont félicités des fortes avancées qui ont été obtenues depuis leur précédente rencontre, notamment la récupération de certains territoires et un meilleur partage des renseignements. A noter que le G5 sera renforcé dès cet été par la centaine de forces spéciales européennes du dispositif Takuba. Par ailleurs, les Chefs d'Etat du G5 Sahel ont renouvelé leur appel à l'annulation de la dette extérieure des pays du G5 Sahel.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ 9 M EUR pour un nouveau projet européen de sélection végétale au Burkina, au Niger et au Sénégal

Doté d'un financement de près de 9 M EUR, ce nouveau projet ABEE (West Africa Breeding networks and Extension Empowerment) est coordonné par le Coraf et mis en œuvre par un consortium d'instituts nationaux et internationaux, dont le CIRAD, dans le cadre du grand programme de financement DeSIRA de l'UE. Cinq cultures sont concernées : le niébé, l'arachide, le mil, le sorgho et le fonio. L'objectif est de renforcer le réseau régional de sélectionneurs existant et de moderniser les pratiques de sélection grâce à la mise à disposition de nouveaux équipements et l'utilisation de méthodes encore peu répandues en Afrique. Le projet bénéficiera à 40 000 producteurs à travers la région.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Proparco apporte une contribution de 25,2 M EUR au fonds panafricain Africinvest IV**

La filiale de l'AFD, Proparco, a investi un montant de 25,2 M EUR (16,5 Mds FCFA) dans le nouveau fonds d'investissement multisectoriel d'AfricInvest. Destiné à soutenir le développement d'entreprises locales et régionales en Afrique pour en faire des champions nationaux, ce fonds met l'accent sur les secteurs axés sur les consommateurs à savoir : les services financiers, l'industrie manufacturière, la vente au détail et les biens de consommation, les télécommunications.

✉ Christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le FMI anticipe une récession de 3,2% pour l'Afrique sub-saharienne en 2020**

Dans son rapport sur les perspectives économiques de l'Afrique sub-saharienne de juin, le FMI revoit à la baisse ses prévisions d'avril et prévoit désormais une récession de 3,2% dans la région en 2020 (-160 pnb), à cause d'un impact plus marqué qu'attendu de la crise actuelle sur l'Afrique du Sud (-8%) et le Nigéria (-5,4%). Malgré le poids de ce dernier, l'Afrique de l'Ouest devrait mieux résister (-2,9%), grâce notamment au Ghana (+1,5%) et aux pays de l'UEMOA (+1,3%). L'impact de la crise est par ailleurs accentué par le facteur démographique, puisque l'ensemble des pays d'Afrique de l'Ouest devrait voir leur PIB par habitant diminuer en 2020.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Covid19: Evolution de la situation sanitaire AEOI**

Entre le 29 juin et le 6 juillet, selon l'OMS*, le nombre de cas officiellement déclarés a progressé de 13 % sur la zone AEOI, convergeant ainsi avec le rythme de progression

mondial de la pandémie (mais les décès progressent plus rapidement, à 9% sur la semaine contre 6% dans le monde). Le nombre de cas continue d'accélérer à Madagascar (+42 % cette semaine, après +30 %), qui a donc décidé de reconfiner la population de la région de Tananarive pour quinze jours prolongeables si nécessaire, induisant des craintes sur le volet économique et social.

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	22/6	29/6	6/7	22/6	29/6	6/7
Burundi	144	170	191	1	1	1
Comores	247	293	311	5	7	7
Djibouti	4 582	4 643	4 792	45	52	55
Erythrée	143	191	215	0	0	0
Ethiopie	4 532	5 689	6 386	74	98	116
Kenya	4 738	6 070	7 886	123	144	160
Madagascar	1 596	2 078	2 941	14	18	32
Maurice	337	341	341	10	10	10
Rwanda	728	900	1 105	2	2	3
Seychelles	11	77	81	0	0	0
Somalie	2 779	2 894	2 997	90	90	92
Soudan du Sud	1 882	1 966	2 098	34	36	40
Soudan	8 580	9 258	9 767	520	572	608
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	755	833	939	0	0	0
Total AEOI	31 563	35 912	40 554	939	1 051	1 145

* Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril ; les émeutes récentes en Ethiopie ont suspendu la communication régulière sur le suivi de l'épidémie.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mise à jour de la classification des pays par revenus par la Banque Mondiale**

Le 1er juillet 2020, la Banque Mondiale a, comme chaque année, mis à jour sa classification des pays par catégorie de revenus. Celle-ci se base sur le revenu national brut par habitant de l'année qui précède, à savoir 2019, et n'intègre donc pas les effets actuels de la crise. Sur les dix changements de classification dans le monde, trois concernent des pays de l'AEOI : Maurice passe en effet dans le groupe des High Income, son RNB/hab de 12 740 USD dépassant le seuil fixé à 12 535 USD pour 2019 ; il devrait cependant redescendre dès 2020 compte tenu de l'impact massif de la crise sur le tourisme, élément clé de l'économie mauricienne. La Tanzanie entre dans le groupe des Lower Middle Income, avec un RNB/hab de 1 080 USD, au-dessus du seuil de 1 036 USD, atteignant ainsi prématurément l'objectif fixé à 2025. Dans l'autre sens, le Soudan, du fait de la dégradation des termes de l'échange, voit sa série de RNB révisée depuis 2009, atteignant 590 USD/hab en 2019 (contre un niveau précédent à 1 560 USD), le classant ainsi dans le groupe des Low Income.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Suivi de l'initiative de suspension du service de la dette du G20 et du Club de Paris

Afin de contribuer à la lutte contre la pandémie de COVID-19, le G20 et le Club de Paris ont décidé conjointement d'une initiative de suspension du service de la dette (ISSD) en faveur des pays les plus pauvres et les plus vulnérables pour la période du 1er mai 2020 jusqu'à la fin de l'année.

Cette initiative multilatérale a été conçue pour permettre aux pays qui en feront la demande de bénéficier de marges de manœuvre budgétaires pour mettre en place des mesures d'urgence sanitaire et sociale face à cette pandémie. Les pays éligibles sont l'Angola et les pays éligibles aux ressources de l'AID (Association internationale de développement), soit 41 pays d'Afrique subsaharienne. Les pays bénéficiaires devront assurer une totale transparence sur leur dette publique, s'engager à utiliser les ressources ainsi dégagées pour répondre à la crise et assurer une saine gestion de leurs finances publiques. Au 18 juin, 41 pays ont fait une demande à leurs créanciers officiels. S'agissant du Club de Paris, l'initiative est déjà mise en œuvre avec 18 pays et 34 autres pays en ont fait la demande, la majorité en Afrique sub-saharienne (13 accords signés et 23 demandes).

Cette initiative accompagne un effort sans précédent des institutions financières internationales dont le FMI qui, depuis le début de la crise, a octroyé plus de 10 Mds USD de facilités aux pays les plus vulnérables d'Afrique sub-saharienne sous forme de prêts ou de dons.

📧 ParisClub-Secretariat@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : Bloomfield et S&P maintiennent les notes du Bénin

Les agences de notation Bloomfield Investment et S&P ont maintenu leurs notes attribuées au Bénin : respectivement « A- » et « B+ », assorties chacune d'une perspective stable. Cette décision reflète principalement le bon niveau de solvabilité du pays, avec des facteurs de risques minimales, garantissant ainsi un accès durable aux marchés des capitaux pour le pays ; la résilience de l'économie béninoise face à la fermeture des frontières avec le Nigéria et l'amélioration notable du climat des affaires. En outre, les deux agences rappellent la décision du Gouvernement de ne pas participer à l'ISSD mise en place par le G20, contribuant à rassurer les marchés des capitaux.

📧 gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Performance en progression des sociétés d'Etat en 2019

A l'occasion de la 28ème session de l'AG des sociétés d'Etat, qui s'est tenue les 25 et 26 juin 2020, les états financiers des entreprises et leurs performances ont été présentés. Les résultats montrent une croissance du chiffre d'affaires des sociétés de 8,7%, à 1 379,3 Mds FCFA (2,1 Mds EUR) en 2019, malgré le contexte de

ralentissement de l'économie mondiale et nationale et la dégradation du contexte sécuritaire. Cette performance a permis une contribution au budget de l'Etat de 335,5 Mds FCFA (503,3 MEUR) en 2019, en augmentation de 3,4 Mds FCFA (5,1 M EUR) par rapport à 2018. En 2019, sur les 21 sociétés concernées, 3 sociétés affichent un résultat net déficitaire, contre 6 l'année précédente.

valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : Financement des mesures de mitigation des effets de la COVID-19 sur l'économie nationale**

Le coût total de ces mesures sociales et fiscales de mitigation des effets du COVID-19 est estimé à 224,6 Mds FCFA (336,9 M EUR). L'Etat assure une prise en charge à hauteur de 123,2 Mds FCFA ; les 151,4 Mds FCFA restants sont à mobiliser auprès des PTF. Déjà, pour la période d'avril à juin 2020, le soutien du gouvernement s'est traduit par la distribution gratuite de vivres et de kits d'hygiène, pour un coût de 23,3 Mds FCFA. Par ailleurs, 3,5 Mds FCFA ont été consacrés à la prise en charge des factures d'eau potable et 10 Mds FCFA pour la prise en charge des factures d'électricité.

valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cap-Vert : Budget rectificatif 2020 en hausse, à 676 M EUR**

La loi de finances rectificative pour l'année 2020 a été approuvée en conseil des ministres et acte une hausse des dépenses de 2,6% par rapport à la loi de finances initiale, à 75 Mds CVE (676 M EUR). Le budget de la santé et de la protection sociale est en hausse de 31,3% par rapport à la LFI, à 8,7 Mds CVE ; celui de l'éducation croît de 2,7%, à 12 Mds CVE ; celui de la famille et de l'inclusion sociale augmente de 21%, à 3,3 Mds CVE et celui du tourisme et des transports croît de 20,5%, à 1,6 Md CVE. Les recettes totales sont projetées en baisse de 22,2%, à 54 Mds CVE (487 M EUR), avec une diminution des recettes fiscales de 29,4%, à 34 Mds CVE (306 M EUR).

lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gambie : Révision à la baisse de la croissance par le gouvernement à 0,5% pour 2020**

Selon les dernières prévisions du gouvernement, la croissance économique s'établirait à 0,5% en 2020, contre 6,3% projetés initialement. Afin de réduire les effets néfastes, les dates de dépôt et de paiement pour tous les contribuables ont été prolongées et les contrôles fiscaux sont annulés. La baisse du taux directeur de la Banque centrale et du taux de réserves obligatoires ont permis d'injecter 700 M GMD (12 M EUR) de liquidités dans le secteur bancaire pour faciliter le crédit au secteur privé. Le fonds de lutte contre la COVID-19 a reçu plus d'1 Md GMD (17 M EUR) et 930 M (16 M EUR) ont été dépensés. Les fonds reçus par les partenaires internationaux s'élèvent pour le moment à 43 M USD.

lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : L'Etat aurait renoncé à près 40 M EUR de recettes avec l'exonération partielle de la TVA inscrite dans plan de riposte à la COVID-19**

Dans le cadre du plan de riposte économique à la crise sanitaire de COVID-19, l'Etat guinéen a prévu des exonérations de TVA sur certains produits. Selon Ismaël Dioubaté, ministre du Budget, cette mesure représente 381,7 Mds GNF (35,3 M EUR) de manque à gagner pour l'Etat, dont 91,4 Mds GNF (8,4 M EUR) rien que pour le riz.

✉ Loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ **Guinée-Bissau : Publication d'un rapport du FMI sur la gouvernance et la lutte anti-corruption**

Le rapport, intitulé « Améliorer la gouvernance et le cadre de lutte contre la corruption : Prochaines étapes », répond à une demande des autorités bissau-guinéennes auprès du FMI de procéder à un diagnostic des faiblesses du pays en matière de gouvernance fiscale, d'État de droit, de réglementation des marchés, de lutte contre le blanchiment d'argent et de lutte contre la corruption. Le rapport établit une feuille de route des réformes nécessaires pour améliorer la gouvernance dans chacun des domaines abordés. Pour rappel, la Guinée-Bissau se classe au 168ème rang sur 180 au dernier classement Transparency international.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : Remaniement ministériel**

Le Président nigérien Issoufou Mahamadou a procédé, le 29 juin 2020, à un léger remaniement ministériel. Le changement notable est le départ de Mohamed Bazoum, ministre d'Etat en charge de l'Intérieur et de la Sécurité publique et candidat aux prochaines élections présidentielles. Il cède son portefeuille à Alkache Alhada, qui était jusque-là ministre délégué à l'Intérieur. Deux nouveaux ministres font leur entrée au gouvernement : Boureima Souleymane, qui sera en charge de l'Entrepreneuriat des jeunes, et Ali Banki qui occupera le poste de ministre délégué auprès du ministre de l'Agriculture et de l'Elevage.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ **Niger : Don de 6 000 tonnes de riz d'une valeur de 6 M EUR par la Chine**

La Chine a offert au Niger 5 949 tonnes de riz d'une valeur de 6 M EUR (4 Mds FCFA). Ce don alimentaire remis aux autorités locales le 30 juin 2020 devrait bénéficier à 400 000 personnes, réparties dans 57 100 ménages dans les différentes régions du pays. Cette cargaison de riz vient s'ajouter aux 15 000 tonnes déjà offerts depuis 2017 par la Chine au Niger. Ce don s'effectue dans un contexte COVID-19 où près de 2 millions de personnes seraient menacées par l'insécurité alimentaire entre juin et août 2020, selon les estimations du gouvernement nigérien.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ **Cameroun : Le gouvernement examine le document de programmation économique et budgétaire à moyen terme pour la période 2021-2023**

A l'occasion d'un conseil de cabinet spécial organisé en prélude au débat d'orientation budgétaire devant se tenir prochainement au Parlement, le ministère des Finances a présenté les perspectives macroéconomiques et budgétaires pour la période 2021-2023. Il en ressort que l'action de l'Etat portera prioritairement sur sept points majeurs : la maîtrise de la situation sanitaire et l'atténuation de l'impact de la Covid-19, la poursuite de la mise en œuvre des recommandations du grand dialogue national, l'accélération du processus de décentralisation, le déploiement progressif de la couverture santé universelle, le maintien de la veille sécuritaire sur le territoire national, la finalisation des grands projets de première génération. De même au regard de la baisse des recettes publiques, le ministère des Finances a souligné l'orientation de la stratégie pour 2021-2023 autour de la politique de l'import substitution qui aura pour but d'encourager la production locale à grande échelle des produits qui grèvent la balance commerciale.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : Les mesures d'accompagnement des entreprises tardent à être mises en place**

Les mesures transitoires de nature fiscale, douanière et financière mises en place le 15 avril 2020 pour accompagner les entreprises dans la lutte contre les effets économiques du Covid-19, ont été abrogées par une circulaire du ministre délégué au Budget le 24 juin, en contradiction avec les engagements pris qui prévoyaient la possibilité de prolonger ces mesures en fonction de l'évolution de la situation d'urgence sanitaire. Cette abrogation intervient alors que la batterie de mesures devant prendre le relais pour enrayer la détérioration de la croissance et de l'emploi, annoncée par le Premier Ministre le 20 juin, n'a été ni précisée, ni mise en œuvre.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : l'exécutif poursuit sa politique de déconfinement et annonce la reprise des vols domestiques**

Le Président Buhari a approuvé la levée des restrictions sur les voyages inter-États à compter du 30 juin, y compris pour le transport aérien. Les vols domestiques depuis Abuja et Lagos pourraient reprendre à partir du 8 juillet. Fortement affecté par les mesures de confinement, le secteur de l'aviation devrait bénéficier d'un plan de soutien de 270 Mds NGN (750 MUSD) dans le cadre de l'*Economic Sustainability Plan* proposé par le gouvernement. Le Président Buhari a également annoncé le prolongement de 4 semaines de la 2^{ème} phase de déconfinement, jusqu'au 27 juillet. Les écoles resteront fermées, mais des dispositions seront prises pour permettre aux étudiants de se préparer aux examens.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : la CBN aurait déboursé plus de 150 Mds NGN en soutien à l'économie depuis le début de l'épidémie**

La Banque centrale (CBN) aurait jusqu'à présent déboursé 49 Mds NGN des 50 Mds NGN (139 MUSD) prévus par sa facilité de crédit à taux réduit, au profit de 80 000 micros, petites et moyennes entreprises. Parmi les autres facilités, on retrouve le *Health Sector Intervention Fund* de 100 Mds NGN (278 MUSD) ou encore le *Real Sector Support Fund* de 1000 Mds NGN, desquels 10,15 Mds NGN et 93,2 Mds NGN respectivement auraient été déboursés à fin mai. Toujours selon la CBN, à cette même date 17 banques avaient soumis des demandes de restructuration pour plus de 32 000 prêts aux particuliers et aux entreprises touchés par la pandémie, soit 1/3 des prêts octroyés par le secteur bancaire.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : Forte diminution du commerce extérieur de Madagascar sur les cinq premiers mois de 2020**

Le commerce extérieur malgache a diminué en raison du ralentissement des échanges dans le contexte de la crise de la Covid-19. Sur les cinq premiers mois de 2020, les importations ont baissé de 14% (1,35 Md EUR fin mai contre 1,16 Md EUR en 2019) et les exportations ont baissé de 11% (890 MEUR contre 790 MEUR). Les importations restent concentrées à 27 % autour des achats de matières premières devant les autres biens (25%), et les équipements (20%), qui accusent chacun une diminution de 13%, alors que l'alimentation, qui progresse de 9%, atteint 15% du total importé. Les exportations sont concentrées à 38% autour des ventes de céréales, épices, fruits et légumes, devant le nickel et cobalt (19%), qui, en diminuant de respectivement 10 et 8%, résistent mieux que les produits textiles, en chute de 17%, ne représentant plus que 16% du total exporté.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Ghana : MTN conteste la décision de l'Autorité nationale des communications la déclarant en situation de domination de marché

Selon l'Autorité nationale des communications (NCA), la branche ghanéenne de l'opérateur sud-africain détient 57,1% de parts de marché pour les abonnements de téléphonie vocale et 67,8% pour les données cellulaires. Pour équilibrer cette situation, la NCA a annoncé entre autres qu'elle encadrerait les pratiques tarifaires de MTN et laisserait les autres entreprises bénéficier d'un tarif d'accès préférentiel pour une période de 2 ans. Suite à cette décision, MTN a annoncé avoir engagé un dialogue avec l'instance de régulation, avant de faire savoir qu'elle aurait recours à une procédure en justice, dont les modalités ne sont pas encore précisées.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Poursuite de la réduction progressive du régime de subvention

Le gouvernement vient d'autoriser la vente de pain non subventionné, mais uniquement dans l'Etat de Khartoum et sous certaines conditions. Cette mesure s'inscrit dans le cadre global d'un processus de réduction progressive des subventions des produits de base (carburants, blé et médicaments). En mai, le ministre des finances avait annoncé que 80% des stations de service proposaient du carburant au prix du marché : 26 SDG (soit 0,18 USD au taux parallèle) le litre d'essence et 23 SDG (soit 0,16 USD) le litre de diesel, ce qui représente, par rapport aux prix subventionnés, une augmentation de 350% pour l'essence et de 450% pour le diesel. En plus de l'impact financier des subventions (10% du PIB) 40 % du carburant subventionné faisait l'objet de contrebande avec les pays frontaliers. Quant aux médicaments, malgré l'engagement du gouvernement à maintenir les subventions, la Banque centrale peine à fournir aux importateurs des devises au taux officiel (55 SDG/USD). Dans le même temps, les autorités sanitaires refusent la libéralisation des prix de vente, ce qui se traduit par une accentuation de la pénurie.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Levée progressive du confinement à Khartoum et ralentissement des nouveaux cas enregistrés

Le Haut Comité des urgences sanitaires a annoncé, le 7 juillet, la levée du confinement de la population de l'Etat de Khartoum, avec le maintien d'un couvre-feu de 18H à 6H, à compter du 8 juillet. Les agents du secteur public et les employés du secteur privé pourront reprendre progressivement le travail, à compter du 12 juillet, sous réserve de porter un masque pendant leurs horaires de travail. Quant au nombre de cas officiellement confirmés, il a progressé plus lentement, passant de 9 257 cas confirmés le 24 juin à 9 894 le 3 juillet, soit + 6,9 % en 10 jours. Sur la même période, le nombre de décès a progressé de 7,8 %, passant de 572 à 616. Ce ralentissement résulterait de la faiblesse des capacités techniques et humaines au sein des laboratoires publics habilités à tester la Covid-19.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Bénin : 50 M USD de la BM pour relancer la croissance économique face à la crise de la pandémie

La BM a approuvé le 26 juin 2020 un financement additionnel de 50 M USD pour aider le Bénin à atténuer l'impact de la crise sanitaire du coronavirus. Cet appui va servir principalement à soutenir les réformes engagées pour renforcer la gestion fiscale et de la dette, améliorer la viabilité financière du secteur de l'énergie et favoriser le développement de l'économie numérique. Il vient renforcer une première opération approuvée le 12 décembre 2019, pour promouvoir une croissance plus rapide et durable. Ce financement porte désormais à environ 90 M USD, le montant total alloué par la BM au profit du Bénin pour faire face à la crise sanitaire liée au coronavirus.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Approbation d'un 2ème programme Compact du MCC à 500 M USD

Le Millenium Challenge Corporation a approuvé, le 17 juin, le deuxième Compact pour le Burkina Faso pour une durée de 5 ans. D'un montant total de 500 M USD, il est financé à hauteur de 450 M USD par la MCC et à hauteur de 50 M USD par le gouvernement burkinabè. Le programme sera principalement axé sur l'accroissement de l'offre énergétique du pays et sur le renforcement de l'accès à l'électricité à un coût abordable pour la population. Le MCC espère faire progresser le taux d'électrification total de moins de 20% aujourd'hui à 35% en 2027. Pour rappel, le précédent Compact, d'un montant de 481 M USD, était axé sur les infrastructures agricoles et les techniques de gestion de l'eau. Il s'est achevé en 2014.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 9 M EUR de l'Allemagne pour financer la phase 2 du Projet de promotion de l'économie agricole

L'Allemagne a accordé un appui financier d'un montant de 9 M EUR en vue de financer la phase 2 du Projet de promotion de l'économie agricole. Cette deuxième phase a pour but de contribuer à l'amélioration de la situation socio-économique des petits agriculteurs et des entreprises agricoles. Elle se décline en plusieurs approches : la promotion de la diversification agricole ; la transformation locale des produits agricoles ; l'appui organisationnel ; l'accès aux marchés et aux financements ; ainsi que le dialogue intersectoriel et international.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 20 M EUR de l'UE pour le programme Leadership et initiatives des acteurs non étatiques

La phase 2 du programme Leadership et initiatives des acteurs non étatiques (LIANE 2), financé par l'UE à hauteur de 20 M EUR au profit d'une soixantaine de projets, a été lancée le 25 juin 2020 à Abidjan. Destinés aux Organisations de la société civile ivoirienne (OSC), en vue de renforcer leur participation dans l'élaboration et le suivi des

politiques publiques au niveau national et local, ces projets se dérouleront sur une période de quatorze mois et seront exécutés sur tout le territoire. Une subvention comprise entre 20 et 25 M FCFA sera accordée à chaque projet sélectionné.

[✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

▼ Côte d'Ivoire : Deux nouveaux projets d'usines de transformation du cacao soutenus par la Chine

Un financement de 330 M EUR octroyé par des banques chinoises (dont les noms n'ont pas été précisés) a été validé par l'Etat ivoirien. Ce financement vise à développer deux unités de broyage de cacao à Abidjan et à San Pedro, pour une capacité totale de 50 000 tonnes et d'une dizaine d'entrepôt de stockage dans le pays. La réalisation de ce projet s'inscrit dans la stratégie d'industrialisation de la chaîne de valeur cacaoyère ivoirienne. L'ambition de la Côte d'Ivoire est d'atteindre une capacité de broyage de 942 246 tonnes à l'horizon 2022. A fin d'année 2018, la capacité de broyage était de 746 000 tonnes pour 580 000 tonnes de fèves transformées, sur plus de 2 M tonnes récoltées.

[✉ Christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr](mailto:Christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr)

▼ Côte d'Ivoire : Lancement des travaux pour 4 nouvelles unités de potabilisation de l'eau au nord du pays

Le ministre de l'Hydraulique a procédé au lancement des travaux de 4 unités de potabilisation d'eau, de type UCD, dans les localités de Boundiali et Tengrela au nord de la Côte d'Ivoire. Ces travaux d'un montant de 3,3 M EUR (2,2 Mds FCFA) sont financés par Eximbank Chine, et permettront de produire 4000 m³/jour pour chaque unité, afin d'alimenter les 69 000 habitants de ces zones. Pour rappel, le taux d'accès à l'eau potable était estimé à 73% en Côte d'Ivoire en 2017 par l'OMS.

[✉ Christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr](mailto:Christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr)

▼ Côte d'Ivoire : Lancement des travaux d'aménagement du bassin versant du Gourou

Les travaux d'aménagement et de gestion intégrée du bassin versant du Gourou à Abidjan ont été lancés cette semaine. Ce projet, d'un montant total de 45 M EUR (29,5 Mds FCFA), est financé par la BOAD. Il consiste en la réalisation d'infrastructures d'assainissement des eaux usées, d'assainissement des eaux pluviales avec notamment la construction de barrages écrêteurs de crue. Les travaux prévoient aussi le raccordement de 16 864 km de réseaux d'eaux usées au collecteur de base, la construction de 2 105 km de canaux d'eaux pluviales, la mise en conformité des réseaux des quartiers touchés par les saisons pluvieuses et la construction de stations de relevage et de pompage.

[✉ Christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr](mailto:Christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr)

▼ Sénégal : L'AFD soutient le Sénégal à hauteur de 138 M EUR

Le Ministre de l'économie, du plan et de la coopération, et le directeur de l'AFD à Dakar ont signé le 30 juin dix conventions de financement, pour un montant total de 91 Mds FCFA (138 M EUR), dont 51 Mds FCFA directement liés à la réponse à la crise de la COVID-19. L'AFD se mobilise ainsi pour accompagner le Sénégal dans les volets

sanitaire (renforcement de capacités des infrastructures médicales, hospitalières et de recherche, sensibilisation de la population), social (soutien aux populations les plus vulnérables, adaptation du système éducatif et mesures de sécurité alimentaire) et économique (aide budgétaire à l'Etat du Sénégal, soutien des entreprises en difficulté et accompagnement des filières prioritaires) de la crise.

diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : La Banque mondiale approuve une subvention de 50 M USD pour améliorer la qualité de l'éducation**

La BM a approuvé le 29 juin une subvention de 50 M USD pour soutenir le Programme du gouvernement sierra-léonais pour une éducation scolaire gratuite et de qualité, lancé en 2018. Il soutiendra certaines activités initiales de la réponse au COVID-19, notamment la fourniture d'un enseignement à distance et des campagnes de communication sur la prévention, et financera la construction d'environ 510 salles de classe meublées. Il devrait bénéficier à 2,4 millions d'élèves. Pour rappel, les résultats scolaires de la Sierra Leone sont parmi les plus faibles d'Afrique, avec un taux d'alphabétisation de 43,2% en 2018 – contre 65,6% en moyenne en Afrique subsaharienne.

lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Cameroun sollicite l'expertise scientifique de la France dans le cadre de la riposte à la pandémie de Covid-19**

Une réunion d'échange et d'information s'est tenue le 1er juillet 2020 entre le ministre camerounais de la Recherche scientifique et de l'Innovation et l'Ambassadeur de France au Cameroun, en présence de chercheurs camerounais et français. L'objet de la rencontre était d'explorer les voies et moyens de bénéficier d'une coopération plus soutenue entre les deux pays, aussi bien dans les domaines de la fabrication des médicaments retenus dans le cadre du traitement Covid-19 au Cameroun et leurs dérivés que dans la production de tests de dépistages et autres vaccins. Pour rappel la France a déjà consacré environ 10 Mds FCFA à la riposte contre la Covid-19 et apporte son appui dans le domaine scientifique grâce aux différentes structures scientifiques présentes au Cameroun.

evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : la Banque mondiale apportera un soutien de 715 MUSD pour faire face à la crise**

Le soutien financier s'étalera sur 2020 et 2021 dans le but d'aider le pays dans le cadre de la lutte contre les effets du COVID-19. On y retrouve notamment le prêt de 100 MUSD en appui du plan sanitaire, annoncé en avril 2020. Deux nouveaux projets prévus pour l'année 2020, en faveur de la formation professionnelle (200 MUSD) et de l'enseignement, ont également été annoncés, ainsi que plusieurs projets pour 2021 dans le secteur financier et celui de l'eau (env. 400 MUSD). L'endettement souverain du Ghana auprès de la Banque mondiale s'élevait à 4,2 Mds USD au 31 mai 2020. Le pays n'aurait pas encore fait de demande officielle de suspension du service de la dette auprès de l'institution.

adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : en soutien au secteur bancaire, la SFI va investir 70 MUSD dans la First City Monument Bank

La Société financière internationale, du groupe Banque mondiale, a annoncé un investissement de 70 MUSD dans la First City Monument Bank, 9^{ème} banque du pays. L'investissement consistera en un prêt à long terme de 50 MUSD et un prêt convertible de 20 MUSD. Il vise à améliorer l'accès au crédit à long terme, en particulier pour les entreprises agroalimentaires et dans le secteur de l'éducation. La SFI et la FCMB ont par ailleurs signé un accord de coopération définissant des domaines de partenariats futurs, comme le cofinancement de projets d'infrastructure ou l'introduction de nouvelles catégories d'actifs pour la gestion des pensions de retraite.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Éthiopie : Approbation de 165 MUSD en don par la Banque africaine de développement (BAfD)

Ce concours, approuvé le 3 juillet, répond aux besoins exprimés par le Gouvernement éthiopien dans le National Emergency Response Plan (NERP) pour lutter contre l'épidémie C19. Selon la BAfD, la crise sanitaire a entraîné une crise économique et sociale, ralentissant la croissance à 3,1% ou 2,6% sur l'année fiscale 19/20 selon les scénarios, et augmentant le ratio dette/PIB de 3,3 points (à 56,8%). Le programme vise à soutenir le système de santé (103 MUSD pour l'acquisition d'équipements médicaux, de surveillance et la formation de 45 000 personnels de santé – dont 30% de femmes), à appuyer la réponse sociale, notamment face à l'accroissement des distributions alimentaires (scolaires, étudiants), et à préserver la résilience économique, en appuyant l'accès au financement de 5000 PME et les efforts du gouvernement pour préserver 26 000 emplois. Ce concours de la Banque africaine intervient après la mobilisation d'un financement d'urgence FMI de 411 MUSD en avril, puis d'un soutien budgétaire additionnel (DPF2) de la Banque Mondiale de 250 MUSD en mai 2020.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Éthiopie : Lancement du projet de Bus Rapid Transit (BRT)

Le Premier Ministre éthiopien a inauguré le 27 juin, le projet Bus Rapid Transit Lane, pour la construction des premières lignes de bus à haut niveau de service à Addis Abeba. Porté par la ville d'Addis Abeba, l'axe nord-sud du projet (Wingate à Jemo – 20km) est financé par l'AFD pour un montant de 85 MEUR, et l'axe est-ouest (Torhailoch à Bole Airport - 11km), par la Korean Exim Bank à hauteur de 63 MUSD. Pour la première ligne, la fréquentation est estimée à plus de 159 000 personnes par jour d'ici 2030. Alors que le recensement national de 2007 chiffrait la population d'Addis à 2,7M de personnes, les projections actuelles tablent sur 7M d'habitants d'ici 2022 et 13M d'ici 2030.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Forte baisse du soutien de l'Etat aux secteurs prioritaires

Dans le cadre du budget 2020/21, l'enveloppe pour le Big Four Agenda, à 1,1 % du PIB est largement en deçà de l'ambition initiale de 3,3 % du PIB inscrite dans le Medium Term Plan III portant sur la période 2018-2022. Le montant total de 128,3 Mds KES se répartit entre (i) 50,3 Mds KES pour la couverture de santé universelle, (ii) 15,5 Mds KES pour le l'accès au logement, (iii) 18,3 Mds KES pour le soutien au secteur

manufacturier et (iv) 52,8 Mds KES pour la sécurité alimentaire. L'accès au logement est réduit à 6,9 Mds KES alloués au programme « Affordable Housing » soit une réduction de 34,3 % par rapport à 2019/20 et les exemptions d'impôt sur les revenus des plans d'épargne logement sont abrogées. L'enveloppe allouée au secteur manufacturier apparaît faible considérant l'érosion de la part du secteur dans le PIB, de 13,0 % en 2011 à 7,4 % en 2019 (contre un objectif de 15,0 % d'ici à 2022).

✉ Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : Aide budgétaire de 300 MUSD par la Banque mondiale pour lutter contre la Covid-19**

Le crédit, approuvé le 29 juin 2020, sera utilisé (i) renforcer la réponse à la crise due à la Covid-19 et protéger les plus vulnérables, et (2) favoriser la reprise économique tout en améliorant la transparence de la dette. Il a une durée de 38 ans, comprenant un délai de grâce de 6 ans. La Banque a déclaré que les efforts de l'Ouganda pour contenir la propagation du nouveau coronavirus avaient fortement frappé l'économie du pays et risquaient de plonger 3,15 millions de citoyens supplémentaires dans la pauvreté. Déjà, environ 8,7 millions d'Ougandais vivent en dessous du seuil de pauvreté de moins de deux dollars par jour. La pandémie de Covid-19, les inondations et l'invasion de criquets ont nui à l'économie, réduisant la croissance économique globale prévue de l'Ouganda à un faible 3-4 % pour l'exercice budgétaire 2020/21, contre 6,3 % précédemment prévus. Couplée au versement de 490 MUSD du FMI sur la Facilité de Crédit Rapide (150 MUSD de soutien budgétaire et 340 MUSD d'appui à la balance des paiements), cette opération contribuera à apporter les ressources budgétaires nécessaires pour répondre à la crise.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : Augmentation du nombre de prêts restructurés**

La Banque Nationale Rwandaise (BNR) a annoncé qu'entre janvier et avril 2020, 83 133 prêts commerciaux ont été restructurés, pour un montant total de 602 MEUR soit 28,4 % du portefeuille des banques commerciales. Les secteurs les plus concernés seraient le tourisme, les transports et le commerce. La BNR avait, dès mars 2020, encouragé les banques commerciales à restructurer les emprunts de leurs clients, sans toutefois émettre de directives précises.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ **Rwanda : Les recettes de la Rwanda Revenue Authority (RRA) revues à la baisse pour l'exercice 2019/20**

La RRA n'a perçu que 93 % des revenus prévus pour l'année 2019/20. Cela s'explique principalement par une baisse de la collecte des impôts, en raison des conséquences de l'épidémie de Covid-19 sur les activités économiques. Les revenus ont toutefois augmenté de 57,8 MEUR par rapport à l'exercice 2018/19. Pour l'année 2020/21 qui vient de débuter, RRA fait une prévision 10 % moins élevée que sa projection initiale pour l'exercice 2019/20.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ **Rwanda : Signature d'un accord de financement entre le Rwanda et les Etats-Unis**

USAID et le Ministère de l'économie et de la planification ont signé un accord de financement sur cinq ans, pour un don de 644 MUSD afin de soutenir la stratégie de développement du Rwanda, dont 48,6 MUSD déboursé dès la signature de la convention le 2 juillet. Cela viendra, dès à présent, financer les secteurs de la santé (22,4 MUSD), l'éducation (2,8 MUSD) et le secteur privé (21,1 MUSD), domaines clés de la stratégie nationale de transformation. Le portefeuille d'USAID au Rwanda s'élève actuellement à 700 MUSD.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ **Rwanda : Signature de deux accords de financement entre l'AFD et le gouvernement rwandais**

Le 30 juin, le ministère de l'économie et de la planification du Rwanda, l'AFD et l'ambassade de France ont signé deux accords de financement, pour un montant total de 49,5 MEUR. Le premier appuie le plan de réponse du gouvernement rwandais à la pandémie de Covid-19 à travers un appui budgétaire de 40 MEUR, visant à la fois le volet sanitaire et la protection sociale. Le deuxième accorde une subvention de 5,8 MEUR, qui vise à soutenir le développement du système de formation professionnelle du pays. Dans ce cadre, une enveloppe complémentaire de 1,7 MEUR sous la forme d'une assistance technique de l'opérateur français Expertise France.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Trois accords de financement signés entre l'AFD et le gouvernement tanzanien pour un total de 230 MEUR**

L'AFD et le ministère des finances ont signé trois accords de financement, pour un montant total de 230 MEUR, visant à soutenir (i) le programme national d'électrification rurale (100 MEUR), (ii) le projet d'interconnexion entre la Tanzanie et la Zambie (100 MEUR) et (iii) le prolongement du projet d'eau et d'assainissement du lac Victoria (30 MEUR), partagé entre la Tanzanie, le Kenya et l'Ouganda.

✉ Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Une subvention de 300 000 EUR signée entre l'AFD, Aga Khan Health Service et le gouvernement**

Dans le cadre de l'initiative mondiale Covid-19 Health in Common, la subvention devrait permettre d'établir des unités de maladies infectieuses à Dar es Salam et Mwanza. Elle répondra à quatre priorités: le développement des capacités d'accueil pour répondre à l'augmentation des cas, l'amélioration des installations sanitaires, le renforcement des capacités des personnels médicaux et (iv) finalement le renforcement du niveau technologique des unités de soin.

✉ Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Côte d'Ivoire : Une unité de transformation de l'anacarde dans la localité de Bondoukou

Le Conseil des ministres a adopté un décret précisant la définition d'une nouvelle zone industrielle de 64 ha dans la commune de Bondoukou à l'Est du pays. Ce décret s'inscrit dans la continuité des actions de promotion de la compétitivité de la chaîne de valeurs de l'anacarde, par le biais d'installation d'entreprises de transformation de l'anacarde et l'augmentation du volume de noix de cajou transformés. L'objectif du gouvernement est de faire progresser le taux de transformation de 8% en 2018 à 52% d'ici 2022. Pour rappel, la production de noix de cajou en Côte d'Ivoire était estimée à plus de 650 000 en 2019, faisant du pays le 1^{er} producteur au monde au coude-à-coude avec le Vietnam.

✉ Christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : Rencontre des acteurs du secteur du cacao à Monrovia en présence de la ministre de l'Agriculture

Une réunion organisée par les professionnels du secteur du cacao s'est tenue le 25 juin à Monrovia. Son objectif était notamment de réactiver la plateforme d'échange publique-privée du secteur national du cacao du Libéria, créée en 2019 dans le cadre du Programme d'amélioration du secteur du cacao financé par l'Union européenne (à hauteur de 4 M EUR) et Solidaridad West Africa (1 M EUR) mais suspendue depuis le début de la pandémie de COVID-19. A l'occasion de cette rencontre, la ministre de l'Agriculture a indiqué que le cacao figurait parmi les priorités du gouvernement libérien en termes de développement agricole, présentant la denrée comme le « nouveau caoutchouc » du pays.

✉ Lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : Adoption d'une nouvelle SNDDA et de son plan d'action 2020-2035

Le 26 juin, le Conseil des ministres a adopté une Stratégie nationale de développement durable de l'aquaculture et de son plan d'action (SNDDA) pour la période 2020-2035. La SNDDA s'articule autour des quatre axes : (i) assurer les conditions juridiques, réglementaires, institutionnelles et fiscales attractives pour des investissements nationaux et étrangers, (ii) renforcer les facteurs physiques et organisationnels des productions aquacoles, (iii) promouvoir les chaînes de valeur du poisson d'aquaculture, et (iv) développer le capital humain dans l'aquaculture et ses chaînes de valeur.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Togo : La Nouvelle société cotonnière du Togo privatisée au profit d'Olam

L'AN du Togo a voté le 30 juin la loi autorisant la cession de tout ou partie des 60% de participation de l'Etat dans le capital de la NSCT. Ce vote permet à l'Etat togolais d'ouvrir les négociations avec le groupe singapourien Olam, potentiellement intéressé, afin de lui céder 51% et conserver 9% de participation. Pour rappel, la NSCT est la société nationale d'économie mixte contrôlant la filière cotonnière. Elle assure la production, l'égrenage et la commercialisation du coton, qui représente la première culture de rente du Togo. Détenue à 40% par les cultivateurs de coton, la NSCT envisage de produire au moins 152 000 tonnes de coton-graine au cours de la nouvelle campagne cotonnière de 2020-2021.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : le gouvernement envisage d'augmenter le prix du cacao payé aux producteurs

Le Directeur général du *Ghana Cocoa Board* (COCOBOD) a annoncé que le gouvernement envisageait une hausse du prix du cacao payé aux agriculteurs dans les mois à venir. Le prix actuel atteint 515 GHS (80 EUR) par sac de fèves de cacao (60-65 kg). Par ailleurs, le COCOBOD mène actuellement les négociations pour le prêt syndiqué qui lui permettra de financer les achats aux cultivateurs pour la saison 2020/21. Ce prêt devrait s'élever à environ 1,3 Md USD et viendra s'ajouter à celui de 600 MUSD récemment octroyé par un consortium d'agences de développement et de banques commerciales, parmi lesquelles la JICA et la BafD. Le premier décaissement de 200 MUSD a eu lieu en juin dernier.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : Augmentation de la production de semences agricoles locales

Alors que le Rwanda importe traditionnellement une grande partie de ses semences agricoles, le gouvernement a annoncé que la hausse de la production locale en 2019/20 devrait se substituer aux importations dès septembre 2020. Le ministère des Finances et de la Planification économique affirme que le pays a ainsi dépassé ses objectifs de production locale de semences de maïs (1 750 T), de semences de blé (258 T), de semences de soja (290 T) et de semences de haricots (192 T) au cours de l'exercice 2019/20. En 2018/19, les objectifs de production de semence n'avaient été atteints qu'à 31 %, entraînant des importations d'une valeur de 6,1 MEUR. En outre, une nouvelle agence, la Rwanda Inspection and Competitiveness Agency sera désormais chargée de l'inspection des semences.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Guinée : L'Assemblée Nationale adopte la convention de base pour l'exploitation par la SMB des blocs I et II des gisements de Simandou

Après avoir été signée par le ministre des Mines et de la Géologie le 9 juin dernier, la convention de base pour l'exploitation par la SMB des blocs I et II des gisements de Simandou a été adoptée par l'Assemblée nationale le 26 juin 2020. Pour rappel, ce projet comprend l'exploitation des gisements de minerai de fer de haute valeur, la construction d'une ligne de chemin de fer dite « transguinéenne » de 679 km de long ainsi que la création d'un port en eaux profondes à Matakong, d'une capacité d'absorption estimée de 80 MT de minerai de fer par an.

✉ Loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ Mali : Entrée de Graphex mining dans le secteur aurifère

La compagnie minière australienne Graphex Mining a conclu un accord avec l'entreprise indienne Glomin Services pour acquérir jusqu'à 80 % d'intérêts dans les projets aurifères de Lakanfla et de Tabakorole (au sud du Mali). Déjà active en Tanzanie, Graphex Mining amorce ainsi la diversification de son portefeuille dans un contexte de cours mondiaux favorables. La compagnie se chargera désormais réaliser l'étude de faisabilité définitive et lever des fonds pour soutenir l'exploration. Ce nouvel accord confirme la forte attractivité du secteur aurifère du Mali, qui représente environ 8% du PIB.

✉ valery.alves@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la Deutsche Bank mobilise 3 Mds USD pour le 7ème train gazier de la NLNG

La plus importante banque allemande financera à hauteur de 3 Mds USD le projet de 7^{ème} train de liquéfaction de gaz naturel nigérian. Ce financement hybride de dette et de capital devrait permettre de couvrir 30% des coûts de construction. Initialement prévu pour se terminer en 2024, le démarrage du chantier a été retardé et ne devrait pouvoir commencer qu'une fois la pandémie de Covid-19 sous contrôle. Par ailleurs, le Président Buhari a officialisé le démarrage du chantier du plus grand gazoduc du pays reliant Ajaokuta-Kaduna-Kano (614 km). Au terme de deux ans de travaux estimés à 2,8 Mds USD, il permettra d'alimenter en gaz les industries des États du nord du pays.

✉ paul.vernier@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Kenya en passe d'annuler les contrats d'achats d'électricité dans un contexte de baisse de la demande

Kenya Power, principal fournisseur d'électricité du pays, n'est aujourd'hui plus en capacité d'absorber l'électricité produite en raison d'une baisse significative de la consommation d'électricité (- 15,3% en avril 2020). Le ministère de l'énergie estime que les restrictions imposées pour limiter la propagation de la Covid-19, comme la mise en place d'un couvre-feu, ont eu pour conséquence de fortement réduire l'activité économique et donc la demande en électricité. Le ministère a déclaré que la clause de

force majeure figurant dans les contrats de production d'électricité avec achat garanti pouvait être invoquée dans cette situation, ce qui signifie que le Kenya ne serait plus juridiquement lié par les contrats actuels pour l'achat et le paiement de l'électricité produite par les opérateurs privés. Cette situation intervient alors que Kenya Power a annoncé une baisse d'au moins 25% de ces bénéfices nets pour l'année budgétaire se terminant au 30 juin 2020. Cette décision pourrait, à terme, entraîner une crise du marché et nuire à l'approvisionnement en électricité du pays.

 Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr

▼ Industrie

▼ Mauritanie : Signature d'un accord avec l'américain ION pour le retraitement et la réinterprétation de données sismiques

Le ministre du Pétrole, des Mines et de l'Energie et la société américaine ION, spécialisée en système d'imagerie et géoscience, ont signé, le 25 juin à Nouakchott, un accord en vue du retraitement et la réinterprétation les données sismiques du bassin mauritanien. Le ministre a précisé posséder des données géophysiques, géologiques, des diagraphies des puits dans des zones qui couvrent les bassins sédimentaires, continentaux et côtiers. La société aura à traiter 24 000 km² d'études sismiques réalisées en 3D dans l'offshore et 15 000 km² en onshore. L'accord prévoit également un volet formation et un transfert de compétences au profit d'ingénieurs mauritaniens.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Côte d'Ivoire : Air Côte d'Ivoire obtient un concours de 21 M EUR auprès de l'Etat

La principale compagnie aérienne ivoirienne Air Côte d'Ivoire a sollicité un soutien financier des autorités pour un montant de 30,5 M EUR (20 Mds FCFA). Selon le Directeur général de la société, la compagnie aérienne aurait déjà obtenu près de 21 M EUR pour couvrir ses pertes liées à l'arrêt de son activité durant 3 mois. Le financement vise à permettre à la compagnie nationale de couvrir ses pertes et assurer la reprise de ses vols domestiques et internationaux. Cette initiative intervient alors que le gouvernement a autorisé la reprise des vols domestiques le 27 juin et des vols internationaux le 1er juillet 2020.

✉ Christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Reprise des vols internationaux de Corsair et Air France à destination de la Côte d'Ivoire

Suite aux mesures gouvernementales ivoiriennes autorisant la reprise des vols internationaux, les compagnies aériennes françaises Corsair et Air France ont annoncé la reprise de leurs vols commerciaux à destination de la Côte d'Ivoire à partir du 6 et 8 juillet respectivement, sous réserve d'autorisation gouvernementale. Les deux compagnies se partagent une part importante du marché avec 24% pour Air France contre 9% pour Corsair, en nombre de passagers réguliers par compagnie en 2018.

✉ Christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : Le gouvernement annule les redevances dues par les radios et les télévisions privées pour l'année 2020

Le 25 juin 2020, le Ministre de l'Economie et des finances a annoncé que les stations de radio et de télévision privées seraient entièrement exemptées du paiement des redevances pour l'exercice 2020, au titre du plan de la riposte à la COVID-19. Cette exonération représente près de 1,9 Md GNF (176 K EUR). Les sociétés concernées par ce dispositif ayant déjà payé leur redevance annuelle bénéficieront d'un avoir valable sur l'exercice 2021.

✉ Loic.perinquey@diplomatie.gouv.fr

▼ Guinée : Une grève générale et illimitée annoncée à Conakry Terminal au Port de Conakry

La section syndicale parc à conteneur, la section syndicale CNTG ainsi que la faïtière patronale des transitaires ont communiqué conjointement un préavis de grève générale et illimitée appelant à cesser toute activité de transit et de transport des conteneurs au niveau de Conakry Terminal, à compter du 3 juillet 2020. Les syndicats dénoncent l'absence d'accompagnement par l'Etat guinéen des activités portuaires dans le cadre du plan de riposte économique au COVID-19, et même d'avoir pris dans ce cadre des mesures préjudiciables à leurs activités.

✉ Loic.perinquey@diplomatie.gouv.fr

▼ **Guinée : La société RUSAL refuse la mise en service de la ligne de trains passagers « Dubréka Express »**

Le ministre des Transports a annoncé le 1er juillet dernier que la ligne de trains passagers dite « Dubréka Express » ne pouvait être mise en service pour le moment en raison du refus de l'exploitant minier russe RUSAL de laisser les autorités guinéennes emprunter cette voie. Deux lignes de chemins de fer traversent Conakry : la ligne Conakry-Fria et la ligne Conakry-Kindia. La première, passant par Dubréka, a été cédée par l'Etat guinéen à RUSAL, qui en est donc le propriétaire. La société russe l'utilise notamment pour transporter à Conakry l'alumine produite dans son usine de Fria.

✉ Loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ **Mali : Signature d'un partenariat entre KeyOpsTech et La Poste du Mali**

Première entreprise qui digitalise le suivi de livraison de colis et de plis en Afrique et présente au Mali depuis juillet 2019, KeyOpsTech (KOT) renforce sa présence dans ce pays en devenant le nouveau partenaire officiel de La Poste du Mali. KOT, qui équipe progressivement l'ensemble des bureaux de poste de Bamako de sa solution KOTScan, entend assurer rapidement une couverture de la totalité du réseau postal de La Poste du Mali. L'objectif à terme est de pouvoir gérer les flux import et export de colis express. Malgré la pandémie de la COVID-19, KOT poursuit son déploiement et dresse un bilan positif de son activité au Mali : son volume d'affaires atteint aujourd'hui 20 000 colis par mois contre 500 au début.

✉ valery.alves@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : L'ART inflige des amendes aux opérateurs télécoms en raison de la mauvaise qualité des services**

L'Autorité de régulations des télécommunications (ART) mauritanienne a infligé des amendes aux opérateurs télécoms en raison de la mauvaise qualité des services dans plusieurs villes. Mauritel, opérateur historique et filiale du groupe Maroc Telecom, est condamné à verser un montant d'un peu plus de 62 M MRU (1,5 MEUR). La société mauritano-tunisienne Mattel écope d'une amende de 27,3 M MRU (671 000 EUR). Enfin le groupe soudanais Chinguitel devra verser 6 M MRU (147 600 EUR). L'ART sanctionne régulièrement les trois opérateurs nationaux pour des défaillances dans la qualité des services.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : Mise en service d'E-tax, la plateforme de paiement en ligne des impôts et taxes**

Le nouveau système de gestion des impôts et taxes qui remplace le Système de traitement automatisé de la fiscalité (Systaf), a été lancé le 1er juillet. Ce nouvel outil baptisé E-tax permet de dématérialiser les procédures de déclaration et de paiement des impôts et taxes et de centraliser les données des contribuables. Il s'inscrit dans le cadre du projet des réformes des finances publiques engagées depuis 2016, l'objectif étant d'améliorer et de sécuriser la collecte des impôts et taxes. E-tax devrait également permettre à la Direction générale des impôts et des domaines d'interagir avec les autres régies financières, notamment la Douane et le Trésor.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Congo-Brazzaville enregistre une baisse de 98 % du trafic aérien**

En raison de la crise sanitaire qui a contraint les autorités congolaises à fermer les frontières aériennes, le pays enregistre une baisse de 98 % de son trafic aérien. Seuls les vols nationaux ont repris depuis le 23 juin. Face aux difficultés que traverse ce secteur, l'Agence nationale de l'aviation civile (Anac) sollicite une subvention du gouvernement afin d'assurer la maintenance de certains équipements aéroportuaires devenus vétustes et de préparer la reprise des vols internationaux.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : le volume d'affaires du secteur des assurances en hausse de 18% en 2019**

Selon la *Nigerian Insurers Association*, le secteur de l'assurance a généré 490 Mds NGN (1,3 Md USD) en 2019, +18% en glissement annuel. Le taux de pénétration de l'assurance reste très faible au Nigeria à 0,3%, bien loin des 14,6% en Afrique du Sud. Le marché manque actuellement de consolidation avec un nombre d'acteurs multiples, dont le français Axa Mansard (8% des parts de marché). Pour réduire le nombre d'acteurs du secteur, la *National Insurance Commission* (NAICOM) souhaite imposer une augmentation du capital minimum requis. Cette mesure qui devait entrer en vigueur fin 2020, a été repoussée à septembre 2021, en raison de la pandémie.

✉ margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : L'UE accorde 6 MEUR au ministère du tourisme pour la relance du secteur**

Le ministère du tourisme a indiqué que le financement de l'UE permettrait de bonifier les prêts de la Banque de développement de l'Ouganda au secteur privé, afin qu'il puisse emprunter au taux de 8 %. Plusieurs hôtels du pays ont fait faillite pendant la période de fermeture causée par la Covid-19, notamment parce que la plupart des clients viennent de l'étranger.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Niger : Hausse du chiffre d'affaires de Niger Télécoms entre 2017 et 2020

Alors que le Conseil national de régulation des communications électroniques et de la poste note dans son dernier rapport une hausse du taux de pénétration de la téléphonie mobile de 45,5% en 2018 à 52,9% en 2019, la société Niger Télécoms a révélé que son chiffre d'affaires avait augmenté de 36 M EUR (24 Mds FCFA) à 64,5 M EUR (43 Mds FCFA) entre 2017 et 2020. L'entreprise a par ailleurs annoncé un investissement de 1,5 M EUR pour l'amélioration de la stabilité de son réseau, souvent sujet à des perturbations. Pour rappel, Niger Télécoms est le 1^{er} opérateur télécom du pays, né en 2016 de la fusion de deux sociétés étatiques de télécommunications, SONITEL et SAHELCOM.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Le Cameroun prévoit l'ouverture du capital de certaines entreprises publiques dès 2021

Dans le cadre de l'examen du Document de programmation économique et budgétaire pour la période 2021-2023, des orientations ont été données par le Premier ministre pour permettre l'ouverture du capital de plusieurs entreprises publiques. L'objectif est d'accroître les performances de ces entreprises et de réduire le risque budgétaire pour l'Etat camerounais. La liste des entreprises concernées n'a pas été communiquée à ce jour.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : Afriland Bourse & Investissement agréée par la Cosumaf

Selon un communiqué de la Commission de surveillance des marchés financiers de la CEMAC (Cosumaf), la nouvelle filiale du groupe Afriland First Bank baptisée Afriland Bourse & Investissement a été agréée fin 2019. Pierre Kammogne en est le premier Directeur général. Afriland Bourse & Investissement va proposer à sa clientèle entreprise et institutionnelle une autre alternative de financement par des levées de fonds sur le marché financier. Elle offrira également des produits d'investissements et de placements aux particuliers et entreprises. Cet agrément vient ainsi dynamiser le marché financier de la CEMAC.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
mathieu.schmitt@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

